

Plaidoyer pour la Politique Agricole Commune

**Joseph Daul, Député européen (UMP, PPE-DE, F)
Président de la Commission de l'Agriculture et du Développement rural**

Au lendemain de l'échec du Conseil européen à s'entendre, les 16 et 17 juin 2005 à Bruxelles, sur les lignes directrices budgétaires pour la période 2007 / 2013, je tiens à souligner qu'il est trop facile de prendre la Politique Agricole Commune (PAC) en otage pour faire prévaloir son point de vue, comme le fait actuellement le Premier Ministre britannique.

Une telle attitude tend à méconnaître le rôle fondamental qu'a joué la PAC dans la construction européenne,

- en tant que première politique européenne, issue de la nécessité pour l'Europe au sortir de la seconde guerre mondiale d'assurer son autosuffisance alimentaire,
- mais également en tant que facteur d'intégration d'abord entre les six Etats-membres fondateurs, puis au cours des élargissements successifs.

Tous les pays qui ont rejoint l'Union européenne depuis 1973, du Royaume-Uni jusqu'à l'Autriche, en passant par la Pologne, la Grèce, l'Espagne, le Portugal ou la Finlande, ont bénéficié des possibilités offertes par cette politique qui a été longtemps la seule politique véritablement européenne.

Aujourd'hui plus qu'hier, avec l'arrivée des nouveaux Etats-membres et en particulier la Pologne, la Hongrie ou les pays baltes, la PAC constitue la meilleure politique d'intégration en raison de l'importance économique que représente l'agriculture dans ces pays.

D'autre part, il est regrettable que certains gouvernements comme celui de Tony Blair n'intègrent pas dans leur réflexion la nécessité de maintenir une agriculture forte et indépendante, à l'instar des Etats-Unis sur lesquels il a tendance à s'aligner, et qui ont sanctuarisé leur politique agricole pour des raisons internes, mais également en raison de leur volonté de manier l'arme alimentaire comme moyen de conquête.

Je ne peux d'autant moins admettre les critiques de M. Blair à l'égard du coût de la PAC lorsque l'on sait que les deux principales crises sanitaires qu'a connues l'Union européenne au cours des dernières années, à savoir la crise de l'ESB plus connue sous le nom de la crise de la vache folle, et la récente crise de la fièvre aphteuse, ont pour origine la défaillance des services sanitaires britanniques. Examinons lucidement le coût budgétaire de ces deux crises supporté par l'Union européenne avant d'émettre toute critique.

Enfin, je n'accepte pas le raccourci systématique utilisé entre le budget consacré à l'agriculture et le nombre d'emplois en découlant : ainsi, 42% du budget communautaire n'irait qu'à quelques pour cents seulement de la population active.

Je m'insurge contre ce genre de propos car ils méconnaissent totalement la réalité économique de ce secteur.

En me référant à la France, je constate que le monde agricole représente actuellement près d'un million d'actifs, l'industrie agro-alimentaire 650 000 personnes. En incluant les emplois

directs et indirects liés à l'agriculture, à savoir le machinisme agricole, les services à l'agriculture comme la coopération, l'approvisionnement, la recherche, etc. ..., ce sont deux millions d'emplois qui dépendent directement ou indirectement de l'agriculture, soit 10,24% de la population active.(Sources INSEE, MAAPAR)

Pris au niveau communautaire, le nombre de paysans est de l'ordre de 7 millions de personnes soit, dans certains nouveaux Etats-membres, 20% de la population active. En incluant les emplois directs ou dérivés, nous dépassons très largement les douze millions d'emplois au niveau européen qui dépendent de l'agriculture.

Ces statistiques n'incluent pas les services indirects rendus par les paysans à travers la conservation des paysages ou le maintien d'un tissu économique. Toute économie budgétaire doit intégrer parallèlement les conséquences pour nos campagnes d'une désertification issue de l'abandon de toute politique agricole, le coût pour la société de la protection de l'environnement contre certains risques majeurs comme les incendies, maintenir une vie et une sécurité dans des territoires désertés.

En conclusion, je rappellerai simplement que si nous pouvons aujourd'hui nourrir tous les Européens, il serait à mes yeux insensé de considérer que cette situation peut perdurer sans politique agricole.

Sans remettre en cause la nécessité pour notre agriculture d'évoluer, et personne ne peut me faire le reproche de ne pas avoir lancé le débat avec l'ensemble des parlementaires européens ou nationaux, la Commission, les gouvernements et bien entendu les organisations agricoles concernées, je considère qu'il est de notre devoir de défendre une politique agricole commune, seule possibilité à mes yeux d'assurer une sécurité alimentaire et une véritable protection de l'environnement pour nos concitoyens.